

Le rôle et la responsabilité de la Commission bancaire dans la crise.

La CB a pour rôle **de contrôler le respect des dispositions législatives et réglementaires et d'examiner leur situation financière**. Il n'est pas **de s'immiscer dans la gestion non plus que d'empêcher les banques de prendre des risques**. Il est en revanche de veiller à ce que ces risques soient correctement mesurés et suivis par les établissements et absorbables en cas de choc

La CB et le SGCB ont développé bien en amont du déclenchement de la crise, une **action préventive** (1) et **sont intervenus, au cours de la crise, au côté de la Banque de France** (2). Même s'il faut reconnaître que l'ampleur et la vitesse de diffusion de la crise n'ont pas été pleinement anticipées, le **système bancaire français** s'est montré plus résistant celui d'autres économies développées (3).

1. L'action préventive, avant le déclenchement de la crise, de la CB

a) au plan prudentiel, la CB a fixé pour les grands groupes notamment un **cadre prudentiel plus exigeant** que les minima réglementaires avec (i) des exigences en fonds propres spécifiques aux profils de risque, (ii) des fonds propres de qualité, (iii) des normes de division des risques et des pondérations des expositions de titrisation plus contraignantes, (iv) des dispositions précises que devaient respecter les systèmes de contrôle interne de manière à ce que les établissements assurent une mesure et un suivi des risques efficaces.

b) dans le domaine comptable, le SGCB a agi dans une optique prudentielle, en défendant l'idée du **provisionnement dynamique** et émettant des **réserves appuyées sur plusieurs aspects critiquables des normes IFRS**.

c) dans le domaine du contrôle permanent, la CB a demandé **début 2007** aux dirigeants des grands groupes (i) de mieux maîtriser le rythme de **l'augmentation des risques** et de leur croissance externe, (ii) de ne pas relâcher la vigilance sur le risque de crédit (et notamment de LBO) alors même que le coût du risque ressortait, en 2006, à un niveau historiquement et de **développer des « stress tests »** internes, (iii) d'améliorer leur méthodes internes de **mesure des risques de marché** et de les compléter par des calculs de scénarios de crise, (iv) de ne pas considérer que les conditions très favorables de **liquidité** et de prix observées sur le marché de la titrisation perdureraient et (v) de maintenir en permanence une structure et un niveau de **fonds propres** leur permettant de disposer d'une marge de manœuvre suffisante.

Le SGCB a également, de longue date, conduit, **des stress tests**.

d) en matière de contrôle sur place, la CB a **diligenté dès 2005 et 2006 des missions de contrôle sur place** sur le pilotage des risques dans des groupes bancaires ainsi que sur les « Hedge Funds » et les **LBO**.

e) les rapports annuels de la CB avaient attiré l'attention sur plusieurs risques. Au titre de l'exercice 2004, sur le fait que les primes de risques observées sur le marché financier pouvaient ne pas refléter le risque intrinsèque des actifs sous-jacents et qu'une **correction brutale des marchés**, susceptible d'aboutir à un assèchement de la liquidité, pouvait intervenir. Pour 2005, la CB avait mis l'accent sur les risques découlant des **dérivés de crédit** et plus généralement des opérations complexes, en lien en particulier avec les fonds alternatifs. L'année suivante, elle signalait que la croissance américaine pourrait être touchée

par le **retournement du marché immobilier** notamment sur le secteur « subprime » et indiquait que le développement des produits de transfert du risque de crédit n'était pas sans danger pour la stabilité financière.

2. Une action diligente au cours de la crise

a) **Dès les premières manifestations de la crise**, en juillet 2007, il a pu être vérifié que (i) les établissements français ayant des activités de prêts hypothécaires aux Etats Unis n'étaient que très marginalement concernés, (ii) l'équivalent de ce type de prêts n'existait pas en France. De même, l'ampleur des expositions, indirectes via des parts ou véhicules de titrisation (RMBS, CDO) à des actifs de type « subprime » ou équivalents et des possibilités de contagion via des OPCVM a pu être rapidement appréciée, les premières évaluations de perte réalisées et les premières mesures de gestion, prises par les établissements concernés.

b) Des **missions d'inspection sur place** ont été conduites dès le second semestre 2007 auprès des principaux groupes bancaires pour déterminer (i) la manière dont les **modèles internes** de « Value at Risk » reflétaient les perturbations liées à la crise des subprimes, (ii) le niveau des expositions mettant en jeu les **réhausseurs monolines**. Les **modèles de valorisation et de comptabilisation des instruments complexes** puis La **mesure et la surveillance des risques de liquidité** ont été revus dans ces mêmes groupes fin 2008 et en 2009.

c) Le superviseur a apporté à la **Banque de France** les informations nécessaires à son action qu'il s'agisse (i) du recensement des actifs que les banques ont dû ré-intermédiaire, notamment ceux repris aux OPCVM ou provenant du tirage des lignes de liquidité ou de réhaussement octroyées à des véhicules de titrisation et (ii) de la situation de liquidité et de l'analyse de la solvabilité des banques.

d) De même, le SGCB a apporté son concours à la **DGTPE** à l'occasion de la création de la **SFEF** et de la **SPPE**.

e) La CB a (i) revu à la hausse, dès l'automne 2008, les **exigences minimales** qui étaient imposées aux banques, (ii) agi de manière volontariste pour que la **transparence** soit établie sur la valeur des actifs « toxiques », (iii) entrepris de **revoir la réglementation sur la liquidité** débouchant sur un nouveau dispositif, applicable au 30 juin 2010.

f) **Dès avril 2008, la CB a décidé de renforcer**, notamment par voie réglementaire, les **dispositifs de gestion des risques et de fixation des rémunérations variables**. Ainsi, l'arrêté du 14/01/2009 a enrichi le règlement sur le contrôle interne en qu'il devait désormais (i) traiter du **risque opérationnel** (de fraude notamment) (ii) **s'assurer de la mise en place effective d'actions correctrices** consécutives aux différentes missions d'audit et (iii) s'assurer de l'**adéquation entre politique de rémunération et gestion des risques**.

Ce même règlement devrait intégrer dans un proche avenir des dispositions relatives à la gestion des risques avec l'introduction de dispositions visant à **renforcer de manière très significative la « filière risques »** (avec notamment le rattachement de son responsable à l'organe exécutif) et l'information de la CB.

3. Au total, le système bancaire français a mieux résisté que d'autres en dépit de l'ampleur et de la rapidité de diffusion de la crise

a) **La crise est survenue sans que ses facteurs déclenchant aient été appréhendés de manière suffisamment anticipée.** Surtout, même si les canaux de diffusion de la « crise des subprimes » ont été rapidement cernés, ses développements et les dommages collatéraux qu'ils ont entraînés ont dépassé, au plan international en tout cas, ce qui était anticipé. De fait le SGCB, n'avait pas pris conscience (i) avant mars 2007, que des établissements ne faisant l'objet d'**aucune surveillance prudentielle** octroyaient aux Etats-Unis des prêts hypothécaires à une clientèle peu ou pas solvable, (ii) que des actifs titrisés bénéficiaient de **notations externes** indûment favorables, (iii) que le **contrôle des monolines** par des autorités de supervision d'assurance ne constituait pas un élément de sécurité suffisant, (iv) que des **défaillances humaines** dans la chaîne des contrôles pouvaient suffire à rendre inopérant un système de contrôle interne à un point tel qu'un établissement comme la Société générale se trouve dans une situation telle que celle qu'elle a connue dans les premiers jours de 2008, (v) que la faillite d'une banque de l'importance de **Lehman Brothers** pouvait intervenir aussi brutalement que ce fut le cas.

b) Reste que comme l'indiquait en juillet le FMI, « les banques françaises ont relativement bien résisté à la crise financière ». En effet, **les grands groupes ont, globalement, mieux résisté à la crise que plusieurs de leurs grands concurrents**, en partie, parce que leur mode de développement, axé sur la banque universelle, les a protégés. Mais aussi vraisemblablement parce que les exigences formulées avant crise par la CB les ont conduit à limiter les prises de risques. De fait :

- le **coût cumulé de la crise** des quatre principaux groupes atteint, à fin juin 2009 un peu plus de 24 % de leurs propres de base pré-crise (juin 2007), soit un niveau nettement inférieur à celui observé pour bon nombre d'autres grandes banques à l'étranger (53% pour un échantillon de 9 grandes banques britanniques, allemandes et Suisse) ;

- le ratio moyen de « **Tier one** » des 5 principaux groupes bancaires est passé de 8,2 % à 9,4 % entre fin 2008 et juin 2009 -et ce en dépit du fait que les dépréciations ont pesé sur le montant des fonds propres et que les risques. Il se situe au-delà du ratio médian observé en Europe. Par ailleurs, presque tous les établissements ont remboursé les aides en fonds propres reçues de l'État pour leur substituer des ressources de marché ;

- pour ce qui des aspects relatifs à la liquidité, les banques françaises sont progressivement passées de l'**émission** d'une dette garantie par l'Etat à des émissions sans cette garantie (« covered bonds » ou émissions classiques) ;

- ces éléments plutôt favorables se reflètent au demeurant dans la prime de risques dont sont assortis les **CDS bancaires**, celle des principales banques françaises ressortant à un niveau inférieur à celui observé pour un ensemble de grandes banques internationales.

*

La CB n'a jamais été une adepte de la « soft regulation » ou de la « light touch regulation ». Elle n'est pas davantage décidée à favoriser une supervision qui soit moins rigoureuse qu'elle ne l'a été.